

*Presque vingt ans après la loi de 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, la question de la scolarisation des élèves handicapés revient sur le devant de la scène éducative. Mais cette fois, ce n'est pas pour la revendiquer ou la défendre. C'est pour la présenter comme une difficulté ingérable, voire un danger pour la santé des personnels et/ou des jeunes. Une organisation syndicale a même appelé à une manifestation nationale, le 25 janvier 2024, pour dire « Non à une inclusion systématique et forcée ».*

Dès le début de l'année 2023, le collectif Questions de classe(s) avait décidé de travailler sur ce dossier, sentant une véritable crispation et un risque de retour en arrière sur l'idée non pas seulement d'inclusion, mais d'école accessible à tou·tes les jeunes, quelles que soient leurs origines, leurs difficultés ou leur santé.

## **On voudrait saboter l'école, on ne ferait pas autrement !**

De fait, si l'on reprend la politique menée depuis 2005, force est de constater que, au fil des gouvernements, les moyens de l'inclusion n'ont jamais été donnés. La capacité même de l'école à accompagner tou·tes les élèves a été sans cesse diminuée et saccagée : effectifs de classes qui explosent ; recrutement insuffisant ; statut des AESH toujours aussi précaire et scandaleux ; formation indigente aux problématiques du handicap, de la différenciation, de l'accueil des allophones ; démarches administratives incompréhensibles et décourageantes pour les familles, pratiques pédagogiques dominantes peu compatibles avec l'idée d'école accessible à tou·tes, etc. On voudrait saboter l'école, on ne ferait pas autrement !

S'ensuivent alors, inévitablement, les difficultés à enseigner ou à apprendre ; les incidents en classe pour des élèves mis·es en souffrance continue par l'institution ; les violences ; les accidents de service et arrêts de travail lorsque la distorsion éthique devient insupportable, entre les missions d'un service public d'éducation qui devrait être égalitaire et émancipateur et les conditions réelles de travail.

Et tout cela s'accompagne, nous le déplorons, de la montée d'un discours de rejet des enfants différent·es, sous le prétexte que nous n'arrivons pas à les accueillir. Cette politique bien orchestrée de coupes budgétaires conduit les personnels de l'éducation à se replier vers le vœu d'une école qui serait plus « homogène » et donc « plus facile à gérer ». Une homogénéisation réclamée aujourd'hui avec moins d'élèves handicapés, demain avec moins de racisés ? L'appel du 25 janvier 2024 constitue une autre étape dans ce retour en arrière vers l'école excluante et élitiste de Jules Ferry.

## **Le risque de la stigmatisation et de l'exclusion**

Dans ce dossier, nous ne proposons pas une réponse de rejet ou d'exclusion. Pas plus que nous ne défendons l'école inclusive telle qu'elle fonctionne aujourd'hui.

Les différents textes visent à nourrir la critique de l'école et la transformation nécessaire de l'institution : la question est éminemment politique, mais elle est également humaine. De fait, ces contributions rappellent également que la transformation de l'école ne doit pas être un préalable à la scolarisation de tou·tes les enfants. Elles reposent cette exigence avec laquelle il n'est pas possible de transiger : l'école doit être et rester accessible à tou·tes les jeunes. Tou·tes ont leur place à l'école et doivent pouvoir bénéficier d'enseignements de qualité et d'une formation diplômante reconnue.

Si la souffrance des personnels et des élèves mal accompagnés est réelle et ne doit en aucun cas être passée sous silence ni amoindrie, nous nous inquiétons que cela puisse conduire à poser la scolarisation des élèves handicapés comme un problème. Nous craignons que ne s'instaure une

politique du bouc émissaire accablant une partie des enfants : aujourd'hui, si l'école va mal, ce serait la faute des handicapé·es, demain, ce sera la faute des élèves allophones et étrangè·es, ensuite les élèves pauvres, et au final, à quelle école en arriverait-on ?

## **Construire l'école pour toutes et pour tous, collectivement**

Professionnel·les de l'éducation, du champ médico-social, familles, jeunes, nous avons tou·tes à prendre le chemin de la conscientisation et à remettre en question nos postures, afin d'être de véritables allié·es, capables de réfléchir non plus de notre seul point de vue, mais aussi et surtout du point de vue des concerné·es par le handicap : les jeunes, les adultes passé·es par l'école ou par les institutions dont nombre de collectifs dénoncent les violences et réclament la fermeture. ■

[Le sommaire est à consulter ici](#)

Ce nouveau numéro est [déjà en pré-commande \(avec frais de port offerts et au tarif préférentiel de 5 € jusqu'au 15 février\)](#).

En librairie début mars.

**“Inclure ? Exclure ? Pour une école accessible à toutes et tous”, *N'Autre école* n° 22,** printemps 2024, 116 pages, 10 € en librairie.